



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-136146>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-136146**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : SICTIAM (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET MAINTIEN EN CONDITION OPÉRATIONNELLE DE MATÉRIELS ET LOGICIELS DE SYSTÈMES DE VIDÉOPROTECTION

**Description** : La présente consultation a pour objet la fourniture, la mise en oeuvre et le maintien en condition opérationnelle de matériels et logiciels de systèmes de vidéoprotection. La description détaillée des fournitures et services est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

**Identifiant de la procédure** : 282ba9c2-d5b9-4281-85f4-0939ddb31381

**Identifiant interne** : 2025-AFFAIRE-21

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

**Principales caractéristiques de la procédure** : L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1°, R.2131-16, R.2161-3 2°, R.2161-4, R.2161-5, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-7 et R.2162-9 du Code de la commande publique. La procédure du référé pré-contractuel prévue aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) peut être mise en œuvre avant la signature du contrat. La procédure du référé contractuel prévue aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) peut également être mise en œuvre après la signature du contrat sauf introduction préalable d'un référé pré-contractuel. Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans un délai de 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Un recours de pleine juridiction en

contestation de la validité du contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, req. n°358994 ; article L.521-1 du Code de justice administrative).

### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nature supplémentaire du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 35120000 Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 35125300 Caméras de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45200000 Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50343000 Services de réparation et d'entretien de matériel vidéo

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Les Oréades - 125 rue des Amandiers - CS 70257

**Ville :** Sophia Antipolis

**Code postal :** 06905

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 20,000,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 20,000,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Les critères, sous-critères de sélection des offres, ainsi que leurs méthodes de notation sont indiqués aux articles 6.3 et 6.4 du Règlement de la Consultation (RC). Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte. Les autres plis, précédemment déposés par le candidat, seront rejetés sans avoir été ouverts. Le SICTIAM ne prendra donc pas connaissance du contenu de ces plis. Toute modification de l'offre du candidat doit en conséquence donner lieu à une nouvelle transmission de l'intégralité de l'offre comprenant la ou les modifications. Les pièces à fournir au titre de l'offre sont indiquées à l'article 4.6 du Règlement de la Consultation (RC). Le Budget du SICTIAM ou de chaque bénéficiaire de la centrale d'achat financera les dépenses afférentes au marché. Dans le cas où le marché subséquent est supérieur à 50 000 euros hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5 % est accordée au titulaire (sauf indication contraire dans l'acte d'engagement). Toutefois, le paiement de cette avance n'est possible qu'après constitution d'une garantie à première demande. Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

**Base juridique :**

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : FOURNITURE, MISE EN ŒUVRE ET MAINTIEN EN CONDITION OPÉRATIONNELLE DE MATÉRIELS ET LOGICIELS DE SYSTÈMES DE VIDÉOPROTECTION

**Description** : La présente consultation a pour objet la fourniture, la mise en œuvre et le maintien en condition opérationnelle de matériels et logiciels de systèmes de vidéoprotection. La description des détaillées des spécifications techniques est indiquée dans le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

**Identifiant interne** : 2025-AFFAIRE-21

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nature supplémentaire du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 32323500 Système de surveillance vidéo

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 35125300 Caméras de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 45222300 Travaux de génie pour installations de sécurité

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 50343000 Services de réparation et d'entretien de matériel vidéo

#### **Options :**

**Description des options** : Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 12 mois. Il est ensuite renouvelable 3 fois pour des périodes de 12 mois par reconduction expresse. Dans les 3 mois précédant la fin de chaque période de validité du marché, l'acheteur signalera par écrit au titulaire s'il souhaite la reconduction du contrat. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction du marché.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Sophia Antipolis

**Code postal** : 06905

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 3

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 20,000,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 20,000,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Non requises**

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique**

**Critères marchés publics écologiques : Pas de critères applicables aux marchés publics écologiques**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type : Prix**

**Description : Prix**

Pondération (points, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type : Qualité**

**Description : Valeur technique**

Pondération (points, valeur exacte) : 60

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>**

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique : Requise**

**Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>**

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français**

**Catalogue électronique : Non autorisée**

**Variantes : Non autorisée**

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée**

**Date limite de réception des offres : 16/01/2026 à 15:00**

**Date limite de validité de l'offre : 120 Jour**

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Un accord de confidentialité est requis : non**

**Facturation en ligne : Requise**

**La commande en ligne sera utilisée : non**

**Le paiement en ligne sera utilisé : non**

**Informations relatives aux délais de recours :** La procédure du référé pré-contractuel prévue aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) peut être mise en œuvre avant la signature du contrat. La procédure du référé contractuel prévue aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) peut également être mise en œuvre après la signature du contrat sauf introduction préalable d'un référé pré-contractuel. Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans un délai de 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, req. n°358994 ; article L.521-1 du Code de justice administrative).

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants : 1**

**Autres acheteurs :** Les commandes seront effectuée par le SICTIAM pour le compte des bénéficiaires de sa centrale d'achat.

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** SICTIAM (06)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** SICTIAM (06)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** SICTIAM (06)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** SICTIAM (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** SICTIAM (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Nice

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** SICTIAM (06)

**Organisation qui traite les offres :** SICTIAM (06)

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** SICTIAM (06)

**Numéro d'enregistrement :** 25060187900076

**Adresse postale :** Les Oréades - 125 rue des Amandiers - CS70257

**Ville :** Sophia Antipolis Cedex

**Code postal :** 06905

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches@sictiam.fr

**Téléphone :** +33 492969292

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.sictiam.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Centrale d'achat qui acquiert des fournitures et/ou des services destinés à d'autres acheteurs**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Département** : Alpes-Maritimes

**Adresse postale** : 18 avenue des fleurs

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Télécopieur** : +33 493557831

**Adresse internet** : <https://nice.tribunal-administratif.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://nice.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 2f62a010-9dbb-464c-ba8a-88f58e3e9b2d - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 10/12/2025 à 16:11

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 10/12/2025